

**Projet de loi**

**portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou sur le transfert d'avoirs saisis, fait à Luxembourg, le 25 novembre 2020, fait à Berne, le 4 décembre 2020 et fait à Lima, le 16 décembre 2020**

---

**Avis du Conseil d'État**

(1<sup>er</sup> juin 2021)

Par dépêche du 4 mai 2021, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et européennes.

Le texte du projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire de l'article unique, d'une fiche d'évaluation d'impact, d'une fiche financière ainsi que du texte de l'Accord à approuver.

**Considérations générales**

Le projet de loi sous avis a pour objet d'approuver l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou sur le transfert d'avoirs saisis, fait à Luxembourg, le 25 novembre 2020, fait à Berne, le 4 décembre 2020 et fait à Lima, le 16 décembre 2020, ci-après l'« Accord ».

Il s'agit d'un accord trilatéral entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou portant sur la restitution intégrale d'avoirs confisqués au Luxembourg et en Suisse, notamment suite à un jugement du 9 juin 2016 du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg rendant exécutoire, au Luxembourg, une décision de confiscation péruvienne du 25 juin 2015. L'Accord entend également régler de façon détaillée l'affectation des avoirs restitués.

**Examen de l'article unique**

Le texte de l'article unique sous examen n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 21 votants, le 1<sup>er</sup> juin 2021.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Vice-Président,

s. Patrick Santer